

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par Anja Kollmuss et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

## Table des matières

<b>Suisse.....</b>	<b>2</b>	<b>Politique climatique internationale .....</b>	<b>8</b>
La plainte des aînées du climat prend une dimension mondiale.....	2	Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat parle pour la première fois de la consommation.....	8
Interventions politiques autour de la guerre en Ukraine.....	2	Les projets fossiles prévus dépassent le budget CO <sub>2</sub> restant.....	9
La Suisse manque l'objectif climatique 2020 - malgré la pandémie .....	3	L'argent des grandes entreprises finance la crise climatique .....	9
Initiative pour les glaciers : le contre-projet indirect franchit le premier obstacle.....	3	Les élections australiennes suscitent l'espoir d'une meilleure protection du climat.....	9
Une banque d'État pour faire avancer les projets climatiques.....	3	Les Américains mangent moins de viande .....	10
Comment la Banque nationale peut-elle devenir plus respectueuse du climat ? .....	4	<b>Du nouveau sur le changement climatique</b>	<b>10</b>
Consommation d'électricité plus élevée, production plus faible.....	4	Émissions record de CO <sub>2</sub> et de méthane.....	10
Plus d'énergie renouvelable au détriment de la nature ?.....	4	L'augmentation de la température atteindra-t-elle déjà la barre des 1,5 degré d'ici 2026 ? .....	10
Nouveaux projets d'énergie renouvelable .....	5	Météo extrême : vague de chaleur en Asie du Sud-Est et inondations en Afrique .....	11
Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat.....	6	Les mers du monde sont menacées d'une extinction massive .....	11
<b>Politique climatique européenne.....</b>	<b>7</b>	Grand blanchiment des coraux de la Grande barrière de corail australienne.....	12
Guerre en Ukraine : l'UE prévoit plus de charbon et plus d'énergie renouvelable.....	7	Des ouragans plus fréquents et plus intenses en raison du changement climatique.....	12
L'Allemagne veut développer les énergies renouvelables.....	8	Un rapport de l'ONU met en garde : 4 des 9 limites planétaires sont dépassées .....	12
La Suède veut prendre en compte les émissions importées .....	8	Le changement climatique accélère la disparition des insectes .....	13
		Risque accru de pandémie en raison du changement climatique .....	13

# Suisse

## La plainte des aînées du climat prend une dimension mondiale

En 2016, l'association des aînées du climat avait porté plainte contre la Suisse pour politique climatique insuffisante. Après le rejet de la plainte par le Tribunal fédéral en 2020, les aînées du climat ont porté l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci a maintenant renvoyé la plainte à la Grande Chambre. Celle-ci ne s'occupe que des questions graves concernant la Convention des droits de l'homme. On s'attend à ce que la plainte soit jugée publiquement et que la Suisse et les Aînées du Climat puissent prendre position oralement.

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, plus de 1500 plaintes pour le climat ont été déposées dans le monde en date de 2020. Selon l'avis de Johannes Reich, spécialiste du droit international à l'université de Zurich, le cas des aînées du climat fait partie des plus importants. Evelyne Schmid, professeur de droit à l'université de Lausanne, estime que cette affaire aura une portée mondiale et montrera comment la Cour des droits de l'homme envisage son rôle par rapport aux défis planétaires de notre époque ([sur Twitter](#)). Plus d'informations chez [Greenpeace](#), qui soutient les aînées du climat, et dans la [NZZ](#) (Paywall).



Image : [Miriam Künzli](#)

## Interventions politiques autour de la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a entraîné une hausse considérable des prix de l'énergie et d'autres marchandises. Le Conseil fédéral examine désormais des aides publiques pour soulager financièrement les ménages. Les tarifs de l'électricité pour les ménages seront fixés à l'automne. Selon l'ampleur de la hausse des prix de l'électricité pour les particuliers, des mesures seront nécessaires selon la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, au moins pour les ménages à bas revenus et pour certaines PME. Plus d'informations dans l'[Aargauer Zeitung](#) et le [Tages-Anzeiger](#).

Le Conseil fédéral rejette toutefois [les réductions sur le prix de l'essence](#). Les politiciens bourgeois avaient demandé un plan d'allègement pour la population et l'économie. Le Parlement débattira de cette intervention lors de la session d'été. Selon un [sondage de Tamedia](#), une majorité de Suisses soutiennent une telle baisse des prix : 64% des personnes interrogées souhaitent que les taxes sur les carburants soient réduites. 85% des personnes sympathisant avec l'UDC sont favorables à la réduction de l'essence et du diesel, et ce chiffre est encore de 40% chez les électeurs des Verts.

La Fondation suisse de l'énergie (SES) demande un [programme fédéral d'urgence limité dans le temps](#) afin de développer les énergies renouvelables et d'accélérer massivement le remplacement précoce des systèmes de chauffage fossiles. Cela doit permettre de réduire la dépendance vis-à-vis des importations d'énergie fossile en provenance d'Etats autoritaires comme la Russie. Cette revendication a été formulée par la SES lors de la Journée de l'indépendance énergétique, qui tombe cette année le 12 avril. Passé cette date, les ressources suisses ne suffisent plus à couvrir les besoins énergétiques de la population. Le reste de l'année, la Suisse est dépendante de sources d'énergie importées telles que le pétrole, le gaz et l'uranium. 72% de l'énergie nécessaire sur l'année est importée. Seules l'Italie, la Belgique et quatre autres pays européens ont des taux d'importation encore plus élevés. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (Paywall).

La guerre en Ukraine remet sur le devant de la scène les projets de construction du premier terminal suisse de gaz liquéfié sur le Rhin à Muttenz, BL. La société Gasverbund Mittelland AG (GVM), qui approvisionne les fournisseurs de gaz locaux dans le nord-ouest de la Suisse et sur le Plateau, avait mis le projet en veilleuse il y a quatre ans, car il n'était pas rentable au vu des prix du gaz alors très bas. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (Paywall).

## La Suisse manque l'objectif climatique 2020 - malgré la pandémie

Entre 1990 et 2020, les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 19% en Suisse. La Suisse manque ainsi de peu son objectif climatique : selon la loi sur le CO<sub>2</sub> en vigueur, les émissions auraient dû baisser de 20%. Les objectifs sectoriels pour les transports et les bâtiments n'ont pas non plus été atteints, comme le montre [l'inventaire des gaz à effet de serre 2020 de l'OFEV](#). La baisse des émissions de gaz à effet de serre a été insuffisante, bien que trois facteurs aient eu un effet modérateur en 2020 : les mesures contre la pandémie de Covid-19, l'hiver chaud et les prestations de puits de carbone imputables à la forêt suisse. A titre de comparaison, en 2019, les émissions suisses n'étaient que de 14% inférieures à celles de 1990.

Au niveau international, la Suisse s'était engagée à réduire ses émissions de 15,8% en moyenne entre 2013 et 2020 par rapport à 1990. Or, la Suisse n'a réduit ses émissions nationales que de 11% en moyenne, soit près d'un tiers de moins. Pour atteindre malgré tout l'objectif, la Suisse veut acheter quelque 20 millions de certificats étrangers pour les réductions d'émissions manquantes. Un certificat correspond à une réduction des émissions d'une tonne de CO<sub>2</sub>. Les analyses montrent toutefois que dans environ trois quarts des cas, les certificats ont certes indiqué cette réduction, mais ne [l'ont pas atteinte ou seulement partiellement](#).

## Initiative pour les glaciers : le contre-projet indirect franchit le premier obstacle

La Commission de l'environnement du Conseil national a approuvé un [contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers](#). L'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050

doit devenir une loi, concrétisée par des objectifs intermédiaires (d'ici 2040, une réduction de 75% des émissions par rapport à 1990) et des valeurs indicatives sectorielles. Il faut renoncer à une interdiction complète des combustibles et carburants fossiles, comme le prévoit l'initiative. Le contre-projet ne précise pas combien d'émissions peuvent être compensées par des certificats étrangers ; l'initiative n'autorise pas de telles prises en compte.

Pour atteindre ces objectifs, la commission de l'environnement du Conseil national propose différentes mesures d'encouragement. Ainsi, le remplacement des chauffages fossiles et électriques par des pompes à chaleur et le chauffage à distance seront soutenus pendant dix ans par un investissement total de 2 milliards de CHF. Les investissements à long terme dans la neutralité climatique des entreprises seront encouragés pendant six ans à hauteur de 1,2 milliard de CHF.

Les [initiateurs](#) se sont montrés confiants. Le contre-projet est "bon, par rapport à ce que nous pouvons attendre politiquement". Toutefois, la proposition ne doit pas être affaiblie dans la suite des débats au Conseil. Et pour qu'il soit "vraiment bon", des améliorations sont nécessaires. Les réactions des partis politiques ont également été positives, à l'exception de l'UDC. L'association économique [swisscleantech](#) soutient également la proposition. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (Paywall).

Si le Conseil national - lors de la session de juin, puis le Conseil des Etats - approuvent le contre-projet indirect, et que le comité d'initiative retire son initiative, celle-ci sera mise en œuvre sous la forme d'une modification de la loi. Une modification de la Constitution n'est alors pas nécessaire, de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'organiser une votation populaire, permettant aux modifications d'entrer en vigueur beaucoup plus rapidement.

## Une banque d'État pour faire avancer les projets climatiques

Afin que la Suisse atteigne la neutralité climatique d'ici 2050, l'Etat doit créer une banque climatique qui financera des projets de protection du climat ou de la biodiversité. C'est ce que demandent cinq motions identiques déposées

par le PVL, le PS, le PLR, le centre et les Verts. La banque doit permettre de réaliser des projets avec un volume d'investissement d'au moins 10 milliards de CHF, par exemple dans des technologies permettant de filtrer et de stocker le CO<sub>2</sub> dans l'air ou dans de grandes centrales solaires. La Confédération doit injecter le capital propre nécessaire, ce qui entraîne des coûts annuels de 100 à 200 millions de CHF. Les petites banques cantonales et les fondations de placement pourraient participer à la banque d'investissement. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (Paywall).

### Comment la Banque nationale peut-elle devenir plus respectueuse du climat ?

A l'occasion de l'assemblée générale de la Banque nationale suisse (BNS), l'Alliance climatique suisse a concrétisé ses exigences pour une politique monétaire respectueuse du climat. En collaboration avec l'autorité de surveillance des marchés financiers, la BNS doit élaborer des mesures concrètes afin de contribuer "de manière proactive et efficace" à atteindre la trajectoire de 1,5 degré d'ici 2040 et à rétablir la biodiversité d'ici 2050. La politique de placement doit être rendue publique et orientée vers l'objectif climatique, ce qui implique entre autres de renoncer aux investissements dans les énergies fossiles. Il faut en outre prendre des mesures pour que l'ensemble de la place financière suisse s'oriente vers le climat. Une partie des bénéfices de la BNS doit à l'avenir être utilisée pour la transformation socio-écologique de l'économie. La Banque nationale rejette ces revendications. Il n'y aurait "aucune base légale et légitime pour des décisions en faveur de telles causes". Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

### Consommation d'électricité plus élevée, production plus faible

En 2021, la consommation d'électricité en Suisse a augmenté de 4,3%, pour atteindre 58,1 milliards de kWh. Selon l'[Office fédéral de l'énergie](#), cette hausse s'explique par plusieurs facteurs : D'une part, des effets liés à la pandémie (la consommation était nettement plus faible au deuxième trimestre 2020 en raison du confinement), d'autre part, l'évolution économique générale (augmentation du PIB de 3,7%), les conditions météorologiques ainsi que l'évo-

lution démographique (augmentation de 0,8%). En termes nets, 60,1 milliards de kWh d'électricité ont été produits l'année dernière, soit 8% de moins que l'année précédente. Les installations hydroélectriques ont fourni 2,7% d'électricité en moins et les quatre centrales nucléaires suisses 19,4%, principalement en raison de la révision de la centrale nucléaire de Leibstadt.

### Plus d'énergie renouvelable au détriment de la nature ?

Le débat sur la garantie de l'approvisionnement en électricité en Suisse continue de faire rage. L'autorité du marché de l'électricité Elcom a mis en garde début juin contre une pénurie d'électricité si les entreprises électriques européennes ne recevaient plus de gaz russe pour leurs centrales électriques, rapporte la [NZZ](#) (Paywall). Afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables, plusieurs interventions politiques tentent d'affaiblir les exigences en matière de protection de l'environnement.

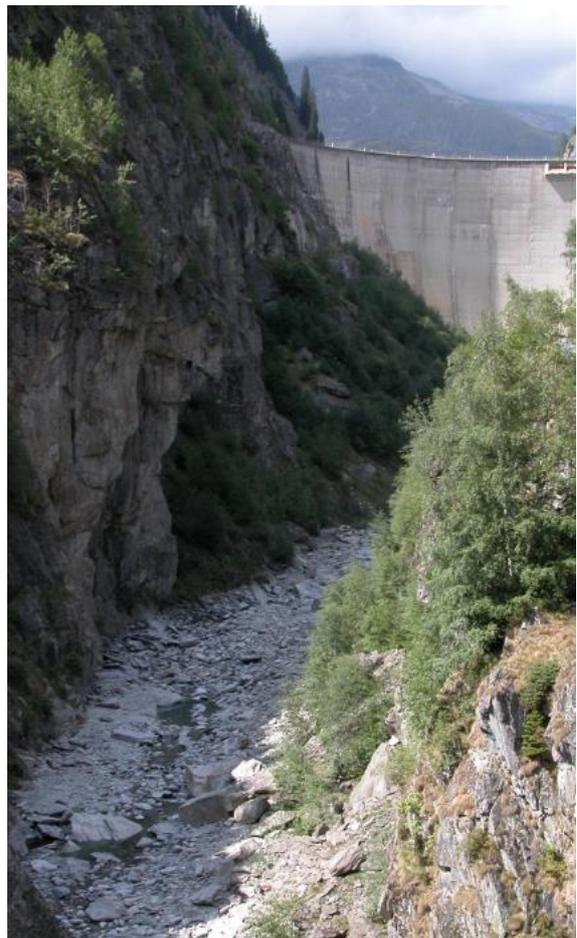


Image : [M. Pfaundler](#)

L'Elcom elle-même veut supprimer l'interdiction actuelle de construire des centrales électriques dans les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs ainsi que dans les biotopes d'importance nationale. La loi sur l'énergie, dont la révision est en cours de consultation, devrait stipuler que l'intérêt national à la construction de centrales hydroélectriques et de parcs éoliens primera à l'avenir sur l'intérêt à la protection de la nature et du paysage. Aujourd'hui, les intérêts de la construction de centrales électriques et de la protection de la nature sont considérés comme équivalents et doivent être mis en balance par les autorités. Les organisations environnementales WWF, Pro Natura et Fondation suisse pour le paysage considèrent que la demande de l'Elcom est inacceptable. La protection de la nature et du paysage serait ainsi mise à mal. Plus d'informations dans la Sonntagszeitung (Paywall).

L'Union des arts et métiers veut aller encore plus loin et suspendre les procédures d'autorisation ordinaires. Pour les parcs éoliens et les grandes installations hydroélectriques, l'autorisation devrait être accordée automatiquement "sans possibilité de recours". Plus d'informations dans la NZZ am Sonntag (Paywall).

Avec l'initiative populaire "Chaque kilowatt-heure compte", l'association de la petite hydroélectricité veut atteindre le même objectif : Affaiblir les préoccupations environnementales au profit de la production d'électricité. Les membres veulent que le développement des énergies renouvelables soit inscrit comme objectif prioritaire dans la Constitution fédérale et que les obstacles à la construction de nouvelles éoliennes et centrales hydroélectriques soient supprimés. Plus d'informations dans la NZZ am Sonntag (Paywall).

Les prescriptions relatives aux débits résiduels suscitent également des discussions. Depuis des décennies, le secteur de l'eau a retardé les assainissements nécessaires des débits résiduels. Plusieurs centrales n'ont pas encore augmenté leur débit résiduel. Les débits résiduels contribuent à la protection de la biodiversité dans les cours d'eau, mais cela permet également d'utiliser moins d'eau pour la production d'énergie. Au sein de la commission de l'environnement et de l'énergie du Conseil des Etats, plusieurs politiciens bourgeois proposent de réduire les débits

résiduels. Les organisations de protection de la nature s'opposent à un assouplissement. En décembre, le secteur de l'énergie s'était mis d'accord avec de nombreuses associations environnementales lors de la "table ronde sur l'énergie hydraulique" sur 15 nouveaux projets de centrales qui devaient être poursuivis. Des débits résiduels appropriés avaient été garantis pour les installations existantes. Plus d'informations dans la NZZ am Sonntag (Paywall).

En outre, les prescriptions relatives à l'installation de pompes à chaleur devraient être assouplies. Le Conseil national a décidé qu'il ne serait plus nécessaire à l'avenir de déposer une demande de permis de construire pour s'équiper d'une pompe à chaleur ; le Conseil des Etats en débattrait ensuite. A l'avenir, il suffira aux propriétaires d'annoncer la transformation aux autorités. Ainsi, les voisins qui craignent des émissions sonores n'auront plus la possibilité de faire opposition. Plus d'informations dans le Tages-Anzeiger (Paywall).

Selon un sondage représentatif réalisé par l'institut de sondage GfS Berne, 70% des personnes interrogées sont favorables à une limitation des droits de recours afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables. L'enquête avait été commandée par l'Association des entreprises électriques suisses. Plus d'informations dans l'Aargauer Zeitung.

## Nouveaux projets d'énergie renouvelable

**Power-to-Gas** : la première centrale électrique industrielle Power-to-Gas de Suisse, capable de stocker l'électricité excédentaire pour l'hiver, a été mise en service à Dietikon. L'installation est exploitée par Regiowerk Limeco, qui appartient à huit communes de la vallée de la Limmat et qui nettoie les eaux usées, brûle les déchets et produit du chauffage urbain. Désormais, l'électricité excédentaire produite par l'incinération des déchets et l'utilisation du gaz d'épuration des eaux usées est utilisée pour produire de l'hydrogène par électrolyse. Ensuite, l'hydrogène est transformé dans un bioréacteur avec le CO<sub>2</sub> contenu dans le gaz d'épuration issu du traitement des eaux usées en gaz méthane qui peut être injecté dans le réseau de gaz naturel. La quantité de CO<sub>2</sub> économisée grâce à cette installation correspond aux émissions des chauffages fossiles d'environ 2000 ménages.

Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (Paywall).

**Énergie solaire** : selon les plans climatiques, la Suisse devrait produire 34 térawattheures au total d'ici 2050, soit plus de dix fois plus qu'aujourd'hui. Un [sondage représentatif réalisé](#) par l'institut de recherche GfS de Zurich pour le compte de la Fondation suisse de l'énergie montre que la population soutient une accélération du développement du solaire. Trois quarts des personnes interrogées sont favorables à ce que les propriétaires soient obligés d'installer un système solaire lors d'une rénovation de toit imminente. 93% sont favorables à des garanties financières pour les exploitants. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

La Suisse a le potentiel de générer plus de 44 térawattheures (TWh) d'électricité photovoltaïque. C'est ce que montre une [étude de la ZHAW](#) réalisée à la demande de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Pour que ces quantités d'électricité solaire puissent être produites, il faudrait installer un système PV sur jusqu'à 95% de tous les bâtiments et couvrir environ 40% des surfaces de toit.

Cependant, l'accent n'est actuellement pas mis uniquement sur les installations solaires dans les zones d'habitation, mais aussi sur celles situées en montagne. Elles fournissent davantage d'électricité pendant les mois d'hiver, lorsque les besoins sont plus importants en Suisse. Selon une étude du Science Center de l'ETH, 150 kilomètres carrés des Alpes suisses se prêteraient théoriquement à de telles installations, qui permettraient de produire encore environ 41 TWh d'électricité. Et l'[étude "Alpenstrom jetzt !"](#) montre que l'électricité des Alpes peut combler la "pénurie hivernale" sans devoir recourir à des centrales au gaz naturel. Plusieurs grands projets sont donc en cours de planification, dont deux en Valais, plus précisément à [Gondo](#) et à [Grengiols](#) ([NZZ am Sonntag](#), Paywall). Ces projets suscitent toutefois des critiques de la part des défenseurs de l'environnement et du paysage. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [Sonntagszeitung](#) (Paywall).

Afin d'encourager le [développement des installations solaires](#), le Conseil fédéral a assoupli les conditions de leur installation en dehors des zones à bâtir. L'adaptation de l'ordonnance sur

l'aménagement du territoire permet d'autoriser plus rapidement les installations solaires sur les façades, les murs de barrage, les parois anti-bruit, les installations solaires flottantes sur les lacs de barrage dans les régions alpines ou dans les zones agricoles peu sensibles.

**Centrales nucléaires et centrales à gaz** : l'association économique Economiesuisse veut soutenir les centrales nucléaires avec des subventions de la Confédération. Il s'agit d'éviter que les exploitants de centrales nucléaires ne coupent une centrale du réseau lorsque les investissements nécessaires pour garantir la sécurité ne sont plus rentables. Les entreprises énergétiques s'opposent à cette initiative. Un porte-parole d'Axpö souligne que l'accent doit être mis sur les énergies renouvelables. Plus d'informations dans la [NZZ am Sonntag](#) (Paywall) et dans la [NZZ](#) (Paywall).

Pour assurer l'approvisionnement en électricité, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga veut faire construire des centrales à gaz qui ne fonctionneraient qu'en cas de pénurie d'électricité. La conseillère nationale PLR Susanne Vincenz-Stauffacher lance maintenant l'idée d'utiliser les installations de secours existantes, comme celles des hôpitaux et des centres de données, en cas d'éventuelles pénuries d'approvisionnement. Elle demande au Conseil fédéral d'examiner cette option dans le cadre d'une étude de faisabilité. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

## Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

Le Conseil fédéral veut créer un [parachute de secours pour les entreprises d'électricité critiques pour le système](#). Il a transmis à cet effet au Parlement un message pour une loi fédérale urgente. Il s'agit de garantir que l'approvisionnement en électricité de la Suisse reste assuré même en cas de fortes fluctuations des prix sur les marchés de l'énergie. Celles-ci pourraient entraîner une nette augmentation des besoins en liquidités des entreprises électriques actives dans le commerce de gros et rendre l'une d'entre elles insolvable. En cas de manque de liquidités, les entreprises électriques suisses critiques pour le système doivent pouvoir obtenir de la Confédération des prêts à hauteur de 10 milliards de CHF pour les aider à surmonter

la situation. Les entreprises d'électricité s'étaient auparavant exprimées de manière critique dans la proposition mise en consultation et avaient rejeté les obligations d'information concernant la situation financière actuelle, les opérations commerciales et les scénarios de crise. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (Paywall).

La Confédération et les représentants de l'industrie automobile et d'autres branches ont lancé une [nouvelle étape de la feuille de route pour la mobilité électrique](#). Elle se fixe pour objectif qu'en 2025, la moitié des nouvelles voitures immatriculées soient des véhicules branchés (voitures purement électriques et hybrides plug-in). Au premier trimestre 2022, la part de ces véhicules était de 25,5%, dépassant ainsi largement l'objectif de 15% de la première feuille de route. L'accent est mis, entre autres, sur la recharge des véhicules électriques dans les immeubles à plusieurs logements et dans les quartiers, ainsi que sur la réutilisation et le recyclage des batteries.

Bien que la Suisse veuille atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, la [stratégie climatique à long terme](#) prévoit que 12 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> seront encore produites chaque année, principalement par l'industrie, la valorisation des déchets et l'agriculture. Les technologies à émissions négatives nécessaires pour atteindre l'objectif climatique ne sont pas disponibles aujourd'hui. Le Conseil fédéral voit un obstacle dans le manque de sécurité des investissements pour les acteurs. C'est pourquoi les conditions-cadres doivent être améliorées, comme l'indique le gouvernement [dans un rapport](#). Concrètement, il s'agit d'ancrer des objectifs à long terme pour les émissions négatives, de définir des critères de qualité pour des prestations de puits de carbone durables et de mettre en place l'infrastructure pour le transport et le stockage du CO<sub>2</sub>.

Le Conseil fédéral a conclu un accord bilatéral avec la Thaïlande afin de pouvoir acheter [des certificats d'émission à l'étranger](#). La Suisse a déjà conclu des accords similaires avec le Pérou, le Ghana, le Sénégal, la Géorgie, le Vanuatu et la Dominique.

Les électeurs du canton de Zurich se sont prononcés à une nette majorité en faveur de l'inscription de la protection du climat dans la cons-

titution cantonale. La neutralité climatique doit être atteinte d'ici 2050. Le canton et les communes sont ainsi invités à mettre en œuvre des mesures concernant le développement urbain, les bâtiments, les transports, l'industrie et l'agriculture. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

## Politique climatique européenne

### Guerre en Ukraine : l'UE prévoit plus de charbon et plus d'énergie renouvelable

L'UE prévoit d'accélérer le développement de l'énergie solaire et éolienne et de promouvoir le recours au charbon à court terme afin de s'éloigner le plus rapidement possible du pétrole et du gaz russes. La Commission européenne a élaboré à cet effet un nouveau projet de loi ([REPowerEU](#)) qui vise à renforcer les objectifs du [Green New Deal](#). La Commission propose que 45% du mix énergétique de l'UE proviennent des énergies renouvelables d'ici 2030, une augmentation significative par rapport à l'objectif du "Green New Deal" de 40%. Les procédures d'autorisation pour les éoliennes devraient être nettement accélérées et à l'avenir, les nouvelles constructions devraient être soumises à l'obligation d'utiliser l'énergie solaire.

En outre, la consommation d'énergie devrait diminuer de 13% d'ici 2030 (par rapport à 2020), ce qui représente également une augmentation par rapport aux 9% initiaux. Selon le projet de loi, l'UE entend dépenser 210 milliards d'euros supplémentaires à cet effet au cours des cinq prochaines années. A titre de comparaison, l'UE dépense actuellement 100 milliards d'euros par an pour les combustibles fossiles russes.

Mais l'abandon du gaz russe signifie qu'à court terme, on utilisera plus de charbon et plus d'énergie nucléaire et que l'on importera plus de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Etats du Proche-Orient et du Caucase, où les droits de l'homme sont régulièrement bafoués. [Les ONG critiquent](#) le fait que, selon la proposition, les Etats membres pourront continuer à financer les infrastructures pour les combustibles fossiles. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et la [NZZ](#).

Afin de contrer les craintes de pénurie alimentaire, l'UE veut en outre autoriser temporaire-

ment les agriculteurs à utiliser des terres en jachère sur lesquelles la biodiversité est encouragée. Les agriculteurs saluent cette mesure, les ONG la critiquent vivement, précisément parce que l'UE n'a pas atteint ses objectifs en matière de biodiversité au cours des cinq dernières années. Plus d'informations sur [Reuters](#).

### **L'Allemagne veut développer les énergies renouvelables**

Afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables, le gouvernement allemand a publié une série de projets de loi dans son "paquet de Pâques". Avec ces modifications législatives, l'Allemagne veut s'aligner sur la trajectoire de protection du climat de 1,5 degré et atteindre la neutralité climatique d'ici 2045. L'approvisionnement en électricité doit être presque entièrement couvert par des énergies renouvelables dès 2035. Aujourd'hui, ce taux est de 41%, il devrait atteindre 80% en 2030. Afin d'atteindre ces objectifs, des voies de développement et de nombreux appels d'offres doivent être fixés et nettement augmentés pour les différentes technologies. En outre, le principe selon lequel l'utilisation des énergies renouvelables est d'un intérêt public prépondérant et sert la sécurité publique doit être ancré dans tous les domaines juridiques. Pour en savoir plus, consultez le [Bundestag](#) (avec des liens vers les projets de loi), [DW.com](#), [E3G](#) et [Deutschlandfunk](#).

### **La Suède veut prendre en compte les émissions importées**

Les partis politiques suédois se sont mis d'accord pour inclure les émissions liées à la consommation dans leurs objectifs climatiques. La Suède est ainsi le premier pays au monde à vouloir également prendre en compte ses émissions importées. Environ 60% des émissions totales de la Suède sont générées à l'étranger. Les objectifs climatiques nationaux se basent normalement uniquement sur les émissions nationales, les importations ainsi que les émissions internationales des avions sont exclues. Les détails doivent encore être élaborés avant que le Parlement n'approuve le projet. Plus d'informations sur [Climate Change News](#).

## **Politique climatique internationale**

### **Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat parle pour la première fois de la consommation**

Le troisième rapport sur le climat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été publié en mai. Il donne un aperçu détaillé des perspectives d'avenir possibles et évalue les objectifs climatiques et les promesses des pays. Si la politique climatique mondiale reste telle qu'elle est, la Terre se réchauffera d'environ 3°C d'ici la fin du siècle. Afin que le réchauffement global reste inférieur à 2°C ou même plus proche de 1,5°C, les émissions globales de CO<sub>2</sub> devront commencer à baisser au plus tard à partir de 2024 et être réduites de moitié d'ici 2030. Et même dans ce cas de figure, il faudra encore de grandes quantités d'émissions négatives, c'est-à-dire des technologies qui éliminent à nouveau le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère. Un point positif est que, au cours des dix dernières années, les coûts des technologies clés telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et les batteries ont rapidement baissé.

Pour la première fois, le rapport consacre un chapitre aux comportements de consommation et aux habitudes alimentaires. Il montre que les 10% de personnes les plus aisées sont responsables de près de la moitié des émissions des ménages, car plus les revenus sont élevés, plus la consommation augmente de manière significative.

Les systèmes alimentaires sont responsables d'environ 42% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Dans les ménages, l'alimentation est à l'origine d'environ un tiers de l'empreinte climatique. La viande de ruminants tels que les vaches et les moutons provoque énormément d'émissions. Le rapport, qui doit à chaque fois être approuvé par tous les gouvernements, a fait l'objet de controverses. Ce n'est pas étonnant, car il n'a jamais été aussi explicite. Selon le rapport, une alimentation majoritairement végétarienne ou végétalienne réduit de manière significative l'empreinte climatique, l'empreinte en eau, l'empreinte sur la terre et

l'empreinte en nutriments, et présente en outre des avantages pour la santé.

Le passage à des habitudes alimentaires et de consommation plus respectueuses du climat pourrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 40 à 70% d'ici 2050, minimisant ainsi le besoin d'émissions négatives. Le rapport souligne que la pandémie de Covid-19 a montré qu'il était possible de modifier les comportements à grande échelle et en peu de temps. Néanmoins, le rapport affirme également que les changements de comportement individuels ne suffiront pas à atténuer le changement climatique s'ils ne s'inscrivent pas dans un changement structurel et culturel.

Lors de la présentation du rapport, le secrétaire général de l'ONU António Guterres a souligné une fois de plus l'urgence de la crise climatique : "Le rapport dresse la liste des promesses vides qui nous mettent sur la voie d'un monde inhabitable. Il a ajouté : "Les activistes climatiques sont parfois présentés comme de dangereux radicaux. Mais les radicaux vraiment dangereux sont les pays qui augmentent la production de combustibles fossiles... [Le rapport] présente des options [de réduction des émissions] réalisables et financièrement solides dans chaque secteur, qui peuvent maintenir en vie la possibilité de limiter le réchauffement à 1,5°C".

Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#) et le [GIEC](#).

## Les projets fossiles prévus dépassent le budget CO<sub>2</sub> restant

Une enquête du [Guardian](#) révèle que les plus grandes entreprises de combustibles fossiles planifient en silence de nombreux projets pétroliers et gaziers. Elles veulent y consacrer 103 millions de dollars par jour d'ici 2030. Parmi ces plans figurent 195 projets pétroliers et gaziers gigantesques, dont chacun entraînerait au moins un milliard de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> au cours de sa durée de vie. Au total, cela correspond à peu près aux émissions mondiales actuelles de CO<sub>2</sub> qui seront émises en 18 ans. Environ 60 % de ces projets sont déjà en cours de financement. Ces projets font exploser le budget CO<sub>2</sub> restant pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré. Les projets sont situés au Moyen-Orient, en Russie, aux États-Unis, au Canada et en Australie. Les États-Unis,

le Canada et l'Australie continuent d'accorder les subventions les plus élevées au monde pour l'extraction de combustibles fossiles.

Une [nouvelle étude scientifique](#) montre en outre que non seulement il ne faut plus construire de nouveaux projets pétroliers et gaziers, mais que les sites de production de combustibles fossiles existants devraient également être fermés prématurément si l'on veut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Plus d'informations dans le [Guardian](#) [ici](#) et [ici](#).

## L'argent des grandes entreprises finance la crise climatique

La production de biens de consommation et de services n'est pas la seule source d'émissions de gaz à effet de serre : les fortunes que les grandes entreprises investissent dans les banques, les actions et les obligations le sont également. Cette partie de l'empreinte climatique des grands groupes n'est généralement pas prise en compte. Une [nouvelle étude](#) se penche sur cette question et fournit des résultats surprenants : Les fonds investis doublent l'empreinte de Meta (société mère de Facebook) et augmentent celle d'Apple de 64%. Pour Microsoft, le rapport estime que les fonds génèrent environ autant d'émissions de CO<sub>2</sub> que la fabrication, le transport et l'utilisation de chaque produit Microsoft dans le monde. Selon le rapport, les émissions de Netflix en 2021 étaient dix fois plus élevées que les émissions générées par toutes les personnes dans le monde qui regardent du streaming via Netflix. Beaucoup de ces entreprises s'engagent pour la durabilité, mais ne sont pas conscientes de l'impact important de leur argent. Elles disposent désormais d'un puissant levier pour s'engager proactivement, en tant qu'investisseurs, en faveur d'une industrie financière adaptée au climat. Cela pourrait être une grande opportunité pour décarboniser plus rapidement le secteur financier. Plus d'informations dans le [New Yorker](#).

## Les élections australiennes suscitent l'espoir d'une meilleure protection du climat

Jusqu'à présent, l'Australie n'a pas pris de mesures efficaces pour limiter le changement climatique. Mais après les dernières élections, on peut espérer que cela changera. Le nouveau

gouvernement dirigé par Anthony Albanese (parti travailliste de centre-gauche) promet d'adopter enfin une politique climatique plus ambitieuse. Les Verts et les indépendants motivés par le climat ont également nettement progressé lors des élections. Ces dernières années, l'Australie a été confrontée à des incendies de forêt et des inondations dévastateurs. Plus d'informations sur [CNN](#).

## Les Américains mangent moins de viande

Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation aux États-Unis ont diminué de 35% au cours des 20 dernières années. La cause principale : les Américains ne mangent plus qu'un peu plus des deux tiers de la viande de bœuf qu'il y a 20 ans, et la consommation de produits laitiers, d'œufs, de poulets et de viande de porc a également nettement diminué. Plus d'informations dans [Anthropocene](#).

## Du nouveau sur le changement climatique

### Émissions record de CO<sub>2</sub> et de méthane

La pandémie de Covid-19 n'a que temporairement freiné les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. Selon les [derniers chiffres de l'Agence internationale de l'énergie](#), les émissions mondiales dues à la combustion d'énergie et aux processus industriels ont augmenté de 6% en 2021 pour atteindre 36,3 milliards de tonnes, le chiffre le plus élevé jamais calculé. Les appels lancés au début de la pandémie pour que le soutien financier de l'État soit utilisé pour une reconstruction verte ont été ignorés. L'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> a été plus importante que la baisse de 5,2% en 2020 due à la pandémie.

La concentration de méthane, un gaz à effet de serre, dans l'atmosphère augmente également plus rapidement et, selon [l'agence américaine NOAA](#), elle n'a jamais été aussi élevée depuis le début des mesures. Aujourd'hui, la concentration de méthane est presque trois fois plus élevée qu'avant le début de l'industrialisation. Les causes de l'augmentation de la concentration de méthane n'ont pas encore été entièrement élucidées. [Des fuites lors de l'extraction de pétrole et de gaz naturel](#) sont considérées comme une

cause. Mais des bactéries qui produisent davantage de méthane en raison du réchauffement du sol et des eaux pourraient également être responsables. Les scientifiques s'inquiètent du fait que l'augmentation du méthane biologique pourrait être le signal d'un point de bascule que les humains ne pourraient plus guère contrôler. Plus d'informations sur [Nature](#) et sur [spektrum.de](#).

Les émissions de méthane doivent être réduites de manière drastique afin de limiter le réchauffement global à moins de 2°C, souligne une [nouvelle étude](#). Si seules les émissions de CO<sub>2</sub> sont réduites, mais que les émissions de gaz à effet de serre à courte durée de vie comme le méthane et la suie ne sont pas endiguées, le réchauffement climatique s'accélérera dans les décennies à venir. Plus d'informations sur [Inside Climate News](#).

### L'augmentation de la température atteindra-t-elle déjà la barre des 1,5 degré d'ici 2026 ?

Au cours des cinq prochaines années déjà, la température moyenne mondiale des surfaces terrestres et marines pourrait augmenter de 1,5°C par rapport au niveau préindustriel. [L'Organisation météorologique mondiale](#) (OMM) estime à 50 % la probabilité que ce seuil de température important soit dépassé d'ici là, au moins dans une année. En 2015, l'OMM avait estimé cette probabilité à 0%, puis à 20% en 2020 et déjà à 40% l'année dernière. L'OMM souligne que le seuil de 1,5°C est un indicateur à partir duquel les effets climatiques deviennent de plus en plus néfastes pour les humains et la planète entière. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et la [NZZ](#) (Paywall).

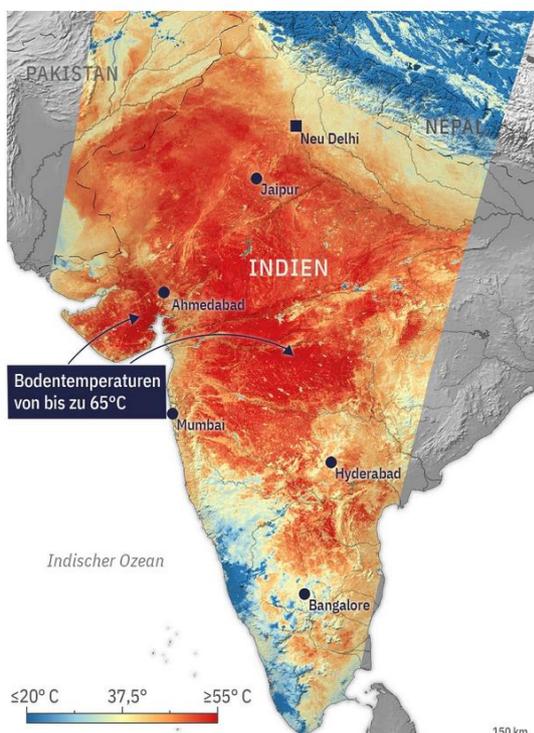
Le réchauffement des surfaces terrestres est [environ deux fois](#) plus élevé que la température moyenne mondiale. En Europe et en Asie, les températures hivernales sont déjà supérieures de 3°C au niveau préindustriel. Une étude du Centre Oeschger et de l'Institut de géographie de l'Université de Berne montre que depuis les années 1940, il fait nettement plus chaud en hiver qu'au 18e et au 19e siècle. Les chercheurs ont utilisé des sources historiques d'observation de la nature, notamment des enregistrements systématiques du gel et du dégel de nombreuses rivières de la Sibérie au Canada. Après la Se-

conde Guerre mondiale, la pollution atmosphérique due à la combustion de carburants fossiles a entraîné un faible refroidissement jusqu'en 1970, mais depuis, le réchauffement augmente à nouveau fortement en hiver. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (Paywall).

## Météo extrême : vague de chaleur en Asie du Sud-Est et inondations en Afrique

De mars à mai, l'Inde, le Pakistan et d'autres régions d'Asie ont connu une chaleur torride. La chaleur extrême a commencé début mars et a atteint des températures de plus de 47°C en Inde fin avril et près de 50°C au Pakistan en mai. Les températures étaient jusqu'à 8,5°C supérieures à la moyenne. Cela provoque une augmentation des décès liés à la chaleur, des pertes de récoltes et des incendies de forêt. De nombreux endroits connaissent également des coupures de courant, notamment en raison de l'utilisation de climatiseurs. En réaction, le gouvernement indien prévoit d'extraire davantage de charbon pour produire de l'électricité. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#), chez [Carbon Brief](#) et dans le [NY Times](#).

Oberflächentemperatur in Grad Celsius am 29. April 2022



Le changement climatique rend ces vagues de chaleur extrêmes nettement plus probables en Inde et au Pakistan. Une [étude du service mé-](#)

[téorologique britannique](#) conclut que ces événements extrêmes, qui étaient autrefois attendus tous les trois siècles, se produisent désormais en moyenne tous les trois ans, soit 100 fois plus souvent. Selon une autre [étude d'attribution](#), leur probabilité a été multipliée par 30 en raison du changement climatique. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [NY Times](#).

En Afrique du Sud, des pluies extrêmes ont provoqué des inondations et des glissements de terrain en avril 2022. En l'espace de deux jours, il est tombé autant de pluie qu'en toute une année. Plus de 400 personnes sont mortes, 12'000 maisons ont été détruites et 40'000 personnes ont été déplacées. Le changement climatique a rendu de tels extrêmes plus probables et plus intenses, comme le montre une [nouvelle étude d'attribution](#) qui en quantifie l'influence. La probabilité de tels extrêmes a doublé en raison du réchauffement climatique. "Ce n'est que le début d'une série d'événements climatiques extrêmes liés au changement climatique", a déclaré Ibrahima Cheikh Diong, directeur d'African Risk Capacity, qui aide les gouvernements africains à se préparer aux catastrophes environnementales. "L'Afrique est le continent qui contribue le moins à la pollution et qui souffre le plus du changement climatique". Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#) et le [Guardian](#).

Autres études de [World Weather Attribution](#), une initiative qui regroupe notamment l'Imperial College de Londres, l'université de Princeton et l'EPF de Zurich.

## Les mers du monde sont menacées d'une extinction massive

Le changement climatique entraîne une augmentation de la température des océans dans le monde entier, une diminution de la teneur en oxygène et une acidification de l'eau due à l'absorption de CO<sub>2</sub>. Ces facteurs entraînent des changements radicaux dans les océans du monde et peuvent conduire à une extinction massive d'espèces marines si les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont pas réduites rapidement et fortement. C'est la conclusion d'une étude publiée dans [Science](#). Les espèces des régions polaires qui aiment le froid sont particulièrement menacées : Si l'eau de mer devient trop chaude, elles ne peuvent pas se réfugier dans des eaux plus

froides. Selon les auteurs de l'étude, l'ampleur de l'extinction de masse peut être endiguée si le réchauffement climatique est limité à moins de 2°C. En raison de la pollution et de la surpêche, 10 à 15% des espèces marines sont déjà menacées d'extinction. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [NY Times](#).

### Grand blanchiment des coraux de la Grande barrière de corail australienne

Malgré El Niña, un phénomène météorologique qui entraîne normalement des températures plus fraîches, des températures de l'eau supérieures à la moyenne à la fin de l'été ont provoqué un blanchiment des coraux sur l'ensemble du système récifal australien, long de 2300 km. Dans 91% des récifs étudiés de la Grande Barrière de corail, on a découvert cette année des coraux qui avaient rejeté leurs zooxanthelles symbiotiques. Lorsque l'eau se refroidit à nouveau, les coraux peuvent à nouveau absorber ces petites algues aux couleurs vives qui leur fournissent du sucre et de l'amidon. Si ce n'est pas le cas, les coraux deviennent blancs et meurent au bout d'un certain temps. Plus d'informations dans le [Guardian](#).



Source : [ARC Centre of Excellence/flickr](#)

### Des ouragans plus fréquents et plus intenses en raison du changement climatique

En 2020, 30 tempêtes se sont produites dans l'Atlantique Nord, faisant de cette saison des ouragans la plus active depuis le début des relevés. Une [nouvelle étude](#) met en évidence l'influence du changement climatique. Entre 1850 et 2020, le réchauffement climatique a entraîné une augmentation de 0,6°C de la température de la surface de la mer dans l'Atlantique Nord. Selon les auteurs de l'étude, cette énergie supplémentaire a intensifié les tempêtes dans la région et entraîné une augmentation de 10% des précipitations extrêmes. Plus d'informations sur [Carbon Brief](#) et dans le [NY Times](#).

Les habitants des Caraïbes et de la côte du Golfe sont de plus en plus confrontés au fait que les tempêtes près des côtes s'intensifient soudainement et durent plus longtemps après avoir touché terre, comme le montre une [autre étude](#). En raison du réchauffement global des 40 dernières années, la probabilité d'une saison d'ouragans extrême comme celle de 2020 a doublé. Pour en savoir plus, consultez [Inside Climate News](#).

Le golfe du Bengale a également été touché par un cyclone dévastateur en 2020. Au Bangladesh, 750 000 personnes ont été touchées par les inondations et en Inde, plus de 400 000. Une [étude](#) montre que ces tempêtes causeront des dégâts plus importants à l'avenir en raison de l'élévation du niveau de la mer. Si un événement comparable se produit en 2100, jusqu'à trois fois plus de personnes seront exposées aux inondations. Plus d'informations dans [Carbon Brief](#).

### Un rapport de l'ONU met en garde : 4 des 9 limites planétaires sont dépassées

L'impact des humains sur la Terre est énorme, avec des conséquences profondes sur le changement climatique, la sécurité alimentaire et la biodiversité. Aujourd'hui, quatre des neuf limites à l'utilisation sûre des ressources de la Terre par l'humain ont déjà été franchies : Changement climatique, perte de biodiversité, utilisation des terres et cycles géochimiques. C'est la conclusion d'un [rapport de la Convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification](#). Selon le rapport de l'ONU, les

humains ont déjà modifié plus de 70% des terres de la planète et en ont dégradé 40%. La production et la transformation des aliments sont responsables de 80% de la déforestation et de 29% des émissions de gaz à effet de serre, et sont également considérées comme la principale cause de la perte de biodiversité terrestre. Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#).

### **Le changement climatique accélère la disparition des insectes**

Le recul dramatique des populations d'insectes dans le monde entier est considéré comme un signal d'alarme pour l'état de la biodiversité. La perte d'habitats est considérée comme la plus grande menace, mais le changement climatique est également de plus en plus mis en avant comme facteur déclencheur. Une [étude de l'UCL Centre for Biodiversity & Environment Research, publiée](#) dans Nature, montre comment ces deux facteurs se renforcent. Pour ce faire, les chercheurs ont examiné 750 000 échantillons provenant d'environ 6000 sites dans le monde et ont comparé la biodiversité des insectes dans différentes régions, en fonction de l'intensité de l'agriculture dans la région et de l'ampleur du réchauffement climatique déjà survenu dans le passé. Dans les régions où l'agriculture est intensive et où le climat se réchauffe considérablement, le nombre d'insectes était deux fois moins important que dans les habitats les plus naturels sans réchauffement climatique, et 29% d'espèces différentes en moins ont été recensées. C'est dans les régions tropicales que le recul de la biodiversité des insectes était le plus important. Selon les auteurs, l'étude sous-estime probablement les pertes dues aux influences humaines, car la diversité des insectes a déjà diminué avant la période pour laquelle des échantillons sont disponibles. Plus d'informations dans [the conversation](#).

### **Risque accru de pandémie en raison du changement climatique**

Le monde devient plus chaud et plus malade : le changement climatique risque d'augmenter considérablement le nombre de nouvelles transmissions de virus entre animaux. Au cours des 50 prochaines années, il devrait y avoir au moins 15 000 cas où des virus passent d'une espèce à une autre, mettant en danger les ani-

maux et les humains et entraînant le risque de nouvelles pandémies. C'est la mise en garde d'une [étude publiée dans Nature](#). Le réchauffement climatique obligera de nombreuses espèces animales à se déplacer vers de nouvelles régions. Ce faisant, elles transporteront leurs parasites et leurs agents pathogènes. Ceux-ci peuvent se propager entre des espèces animales qui n'étaient pas en contact auparavant. Cela augmente également le risque de zoonoses, dans lesquelles des virus sont transmis des animaux aux hommes. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et sur [Carbon Brief](#).

### **Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas !**

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>